

PR ABDOULAYE DIAGNE, DIRECTEUR DU CRES, SUR LE COÛT DE LA VIE

«Comment l'État peut agir sur les prix...»

Le Pr Abdoulaye Diagne est l'un des économistes les plus expérimentés du pays. À la tête du Consortium pour la recherche économique et sociale (Cres) depuis plusieurs années, il a coordonné des travaux d'évaluation d'impact des politiques publiques. Ses travaux de recherche portent sur les questions monétaires, la macro-économie, l'éducation, la pauvreté, l'agriculture et la protection sociale. Dans un entretien accordé au « Soleil », il apporte son éclairage sur plusieurs questions brûlantes du moment. Pour ce premier volet, il revient sur les leviers dont dispose le gouvernement pour réduire le coût de la vie.

Entretien réalisé par Seydou KA

Sur quels leviers peut s'appuyer le gouvernement pour réduire le coût de la vie ?

En tout cas, ce n'est pas en diminuant les prix. Je sais que ce n'est pas très populaire de le dire, mais baisser les prix, si c'est cela qui permettrait à une population de retrouver un pouvoir d'achat qui était en baisse, on l'aurait su depuis longtemps. Je n'ai jamais vu d'ailleurs un manuel d'économie prônant ce genre de pratique. Un prix, c'est quoi ? On peut le décomposer en une somme de revenus des facteurs de production : le travail, le capital et la terre. Derrière le prix d'un bien ou service, vous avez des agents économiques qui ont contribué à sa production. Donc, si vous baissez le prix, vous baissez leurs revenus. Si ce sont des travailleurs, leurs revenus diminuent et donc leur pouvoir d'achat. Ils demanderont moins de biens et services. Si ce sont des détenteurs du capital, leur capacité à investir va baisser. C'est ainsi que vous installez l'économie dans une dépression. Prenons un exemple très simple : le riz. Aujourd'hui, si le kilo est à 400 FCfa, on aurait bien aimé que l'on baisse son prix à 300 FCfa. C'est bon pour tous ces consommateurs urbains et ruraux qui dépendent du riz. Mais, que va-t-il advenir de tous ces riziculteurs dans la vallée du Fleuve Sénégal ou en Casamance ? Ils seront obligés de diminuer le prix auquel ils vendent leur riz. Est-ce que leurs exploitations ne seraient pas en déficit ? Est-ce qu'ils seront en capacité d'investir davantage pour étendre les superficies emblavées en riz ? Leurs revenus ne vont-ils pas baisser, ce qui les empêcherait d'acheter des biens et services, qui leur viennent d'ailleurs principalement des zones urbaines ? Mais, ce ne sont pas seulement les riziculteurs sénégalais qui auront des problèmes économiques. Si vous baissez le prix du riz, vous baissez aussi celui du mil et du maïs, sinon les consommateurs leur préféreraient le riz devenu relativement moins cher, dépendamment des élasticités-prix croisées. Certains consommateurs vont remplacer, au moins partiellement, les mil et d'autres aliments substituables par le riz. Très clairement, une telle politique serait une désincitation à la production locale de céréales. Et si vous diminuez la production locale, vous diminuez les

revenus de ces producteurs. Et, ils vont acheter moins de biens, moins de services et c'est ainsi que s'installe la dépression économique. Cela dit, pour beaucoup de biens alimentaires et de services, leurs branches sont caractérisées par des situations de monopole ou de concurrence très imparfaite. Éliminer les marges excessives et introduire plus de concurrence par l'implantation de nouveaux producteurs est à moyen terme la solution à la stabilité des prix.

Pourtant certains prix sont homologués...

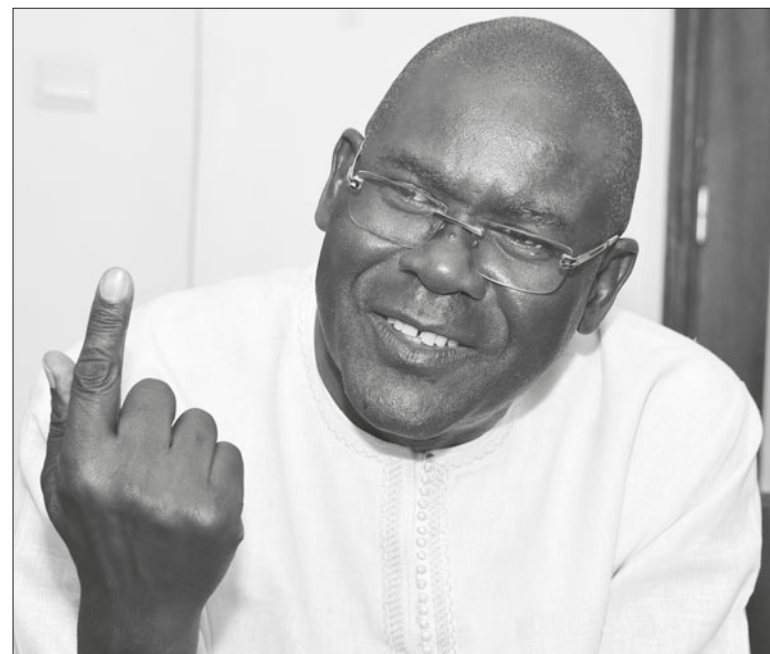
C'est justement là où se situe le problème. Quand c'est homologué, ça veut dire qu'on discute, ce sont des rapports de force qui déterminent le prix du bien ou du service. En général, c'est là où les prix sont les plus élevés parce qu'il n'y a pas trop de concurrence. Je pense que ce que le gouvernement peut faire, c'est vraiment de prendre les filières, une à une, bien étudier la structure des coûts, éliminer les marges excessives et, selon la branche d'activité, voir comment faire en sorte qu'il y ait plus de producteurs, d'importateurs, plus d'intervenants pour qu'il y ait plus de concurrence, ce qui relancerait l'offre et maintiendrait les prix de ces filières à des niveaux acceptables.

Que préconisez-vous en lieu et place ?

Créer des emplois. Dans un ménage à huit membres, en règle générale, vous n'avez qu'une personne qui apporte des revenus. Vaut mieux créer les conditions qui permettent à un deuxième membre de trouver un emploi que de faire baisser le prix du kilo de riz. Si ce ménage, par exemple, consomme 50 kg de riz par mois, si vous baissez de 100 FCfa le kilo de riz, cela lui fait une amélioration de son pouvoir d'achat de 5000 FCfa. Si un deuxième membre du ménage pouvait apporter un revenu de 50000 voire 70000 FCfa, le niveau de vie du ménage serait mieux amélioré.

Il faut donc créer des emplois. Mais attention à la méthode utilisée pour y arriver. Il ne s'agit pas d'augmenter à tout va les dépenses publiques. En économie, on distingue entre ce qu'on appelle des biens échangeables et des biens non échangeables. Les biens non échangeables peuvent être des biens

physiques, des services qu'on produit dans le pays, mais qui ne font pas l'objet de commerce international, contrairement aux biens échangeables. Si vous mettez trop l'accent sur la production de biens non échangeables, la demande de ces biens augmente fortement et vous avez une certaine inflation. Tout à l'heure, vous avez dit que l'inflation est importée, mais il y a aussi une inflation qui est d'origine interne. Par exemple, si vous augmentez les dépenses publiques (hausses des salaires des fonctionnaires, investissements dans les infrastructures, etc.), ces dépenses se transforment en revenus. La hausse de la demande en résultant fait monter les prix des biens non échangeables, alors que ceux des biens échangeables restent stables parce que leurs importations permettent de répondre à toute hausse de leur demande effective. L'augmentation des prix des biens non échangeables contribue aussi à produire de l'inflation - Dakar ne serait-il pas la ville la plus chère d'Afrique ? - qui réduit la compétitivité de l'économie sénégalaise. Donc, vous devez veiller à ce que l'État investisse dans des infrastructures, dans des branches d'activités qui permettent une relance rapide de l'économie et sont intensives en main-d'œuvre peu qualifiée. Par exemple, l'agriculture avec une maîtrise de l'eau, certains types d'industries, certains services



ment. Et pendant deux semaines, on a ferrailé avec le Ministre du Budget à l'époque, Mamadou Lamine Loum. Le comité d'experts et les syndicats voulaient montrer au gouvernement où il devait réduire ses dépenses pour avoir les économies nécessaires plutôt que de diminuer les salaires des fonctionnaires. À la deuxième étape des discussions, on devait discuter de la baisse des prix. Alors, les syndicats avaient préparé une longue liste de prix à baisser et me l'ont remise. J'ai lu la liste et leur ai dit sur chaque point ce que le gouvernement va certainement dire et je serai d'accord avec lui. Il n'y avait qu'un seul produit dont je jugeais le prix exagéré. Et c'était

physiques et morales paient l'impôt dans ce pays. Avec un taux de prélèvement de 20%, l'État ne peut pas faire face à ses obligations régaliennes. Il faut au minimum un taux de pression fiscale de 25%. Il faut des réformes. J'espère que plus jamais on n'entendra parler de dépenses fiscales (exonérations). Le gouvernement peut très bien allier baisse de certaines taxes et augmentation des recettes en jouant sur l'assiette pour faire en sorte qu'un plus grand nombre de contributeurs paient l'impôt. La deuxième source, c'est la rationalisation des dépenses de l'État. Si vous prenez la masse salariale de l'État, une grande partie est absorbée par les agences dont l'utilité est plus que discutable. La troisième source de revenus, c'est la lutte contre la corruption et toute forme de détournement des ressources publiques. Si le gouvernement fait des progrès dans ce domaine, cela voudra dire plus de recettes publiques et une plus grande efficacité des dépenses publiques. Les ressources naturelles sont la quatrième source qui peut contribuer significativement aux revenus publics, mais la question qui se pose pour ces revenus est comment les utiliser. Nous en avons déjà dépensé une bonne partie, alors que nous n'avons pas encore vu la couleur de l'argent du pétrole et du gaz. L'endettement du Sénégal ces dernières années a pu atteindre un niveau très élevé parce que tout simplement les créanciers ont anticipé que les revenus futurs provenant du pétrole et du gaz permettraient à l'État de rembourser ses dettes. C'est un peu comme dans le film « Le mandat » de Sembène Ousmane. On dépense tout avant que l'argent n'arrive. Chacune des quatre sources précitées permet à l'État de mobiliser davantage de ressources. Et au bout de trois ans de mise en œuvre d'une politique d'assainissement des finances, la situation budgétaire du pays pourra s'améliorer significativement.

« Éliminer les marges excessives et introduire plus de concurrence est la solution à la stabilité des prix. »

à haute valeur ajoutée. Il y a un grand effort à faire dans la branche des BT, parce que dans une région comme Dakar et Thiès, on vit une vraie crise du logement à laquelle il faut apporter urgemment une réponse. En résolvant le problème du logement, on crée aussi des emplois peu qualifiés. Donc, à court terme, le gouvernement peut agir en soutenant la création et le développement, les branches de substitution aux importations ou des branches qui permettent de répondre à des besoins sociaux très importants.

Et la fiscalité ?

Il est bon d'étudier la structure des prix. Par exemple, en 1994, juste avant la dévaluation, le président de la République avait décidé de diminuer les salaires. Évidemment, tous les syndicats étaient vents debout contre cette mesure. Et c'est feu Madia Diop qui dirigeait la fronde. Moi, je ne sais plus comment je me suis retrouvé à la tête de ce groupe d'experts mis en place par les syndicats pour défendre les intérêts des travailleurs lors des négociations avec le gouverne-

le sucre de la Csa parce que j'avais des données sur la structure du coût de production de ce bien. Je dirais donc qu'il faut regarder la structure des prix. Pour beaucoup de produits dans ce pays, on a une situation de monopole ou de quasi-monopole. Par exemple, je ne pense pas qu'il y a une réelle concurrence dans le secteur de la cimenterie, malgré l'existence de trois sociétés, la filière des fruits, etc.

L'État ne pourrait-il pas agir sur la Tva ?

Si vous diminuez la Tva, vous diminuez la source principale de revenus de l'État. Après, vous ne pourrez pas demander à l'État d'investir davantage ou bien de faire face à d'autres charges. Il ne faut absolument pas diminuer la Tva. Ce n'est pas une bonne stratégie.

Où l'État peut-il donc trouver des ressources pour financer son programme social ?

Je citerais trois sources. La première, c'est que l'État peut augmenter ses revenus tirés des impôts et taxes à travers l'élargissement de l'assiette fiscale. Trop peu de personnes